NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

64 Nº 8 1937

# Lettre collectives des évêques espagnols à tous les évêques du monde au sujet de la guerre en Espagne

LES ÉVÊQUES ESPAGNOLS

p. 888 - 895

https://www.nrt.be/it/articoli/lettre-collectives-des-eveques-espagnols-a-tous-les-eveques-du-monde-au-sujet-de-la-guerre-en-espagne-3581

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

# LETTRE COLLECTIVE DES ÉVÊQUES ESPAGNOLS A TOUS LES ÉVÊQUES DU MONDE AU SUJET DE LA GUERRE EN ESPAGNE (1)

Bien que nous ne résumions ou reproduisions ordinairement dans la revue que les documents officiels du Saint-Siège, nous croyons devoir faire une exception à notre règle habituelle en signalant ici et en résumant l'important document que 48 archevêques, évêques, vicaires capitulaires ou administrateurs apostoliques d'Espagne (2) viennent d'envoyer à tous les évêques du monde catholique. La lettre est datée du 1er juillet. Elle se divise, dans le texte officiel, en neuf sections que nous suivrons dans notre résumé, en nous servant le plus possible des termes mêmes de la lettre.

I. *Raison de ce document.*

... « L'épiscopat espagnol, si terriblement éprouvé dans ses membres, dans ses prêtres et dans ses temples, veut aujourd'hui répondre par ce document collectif au grand mouvement de compassion qui nous est parvenu de tous les endroits du monde. »... « Mais, en même temps que notre gratitude, Vénérables Frères, nous devons vous faire connaître notre douleur, causée par la méconnaissance de tout ce qui se passe réellement en Espagne. C'est un fait, et prouvé par une abondante documentation, qu'une partie de l'opinion étrangère n'est

(1) Texte officiel espagnol : *Carta Colectiva de los Obispos españoles a los de todo el mundo con motivo de la guerra en España.* Pampelune, Graficas Bascanea, 1937, 24 × 17 cm., 32 p. — La traduction française complète est très facilement accessible ; on la trouvera, par exemple, dans la *Documentation catholique* du 28 août 1937 (traduction dont nous nous servirons ici), dans les *Etudes religieuses* du 30 septembre 1937 (Quai Mativa, Liége), dans la *Revue catholique des idées et des faits* du 6 août 1937. — Nous ne pouvons donner, selon notre habitude, la référence à l'*Osservatore Romano*, parce que, à notre connaissance, jusqu'à ce 15 septembre cette lettre n'a pas encore été reproduite ni résumée dans l'*Osservatore Romano*.

(2) Ces derniers tenant la place d'évêques mis à mort ou décédés, au cours de la guerre civile. La lettre est signée par *tous* les évêques espagnols (ou en faisant fonction), sauf neuf qui sont tous — à part un seul, l'évêque basque de Vitoria (qui est à Rome en ce moment) — évêques de diocèses occupés par les gouvernementaux de Madrid ou de Barcelone et en conséquence inaccessibles (Trois d'entre eux ont été martyrisés et ceux qui exercent à leur place la juridiction suprême dans le diocèse restent inconnus). Toutefois plusieurs autres chefs de diocèses encore occupés par les gouvernementaux, se trouvant en Espagne nationaliste, ont pu apposer leur signature au document commun.

pas au courant de ce qui a eu lieu réellement dans notre pays. »... « Cela oblige l'épiscopat espagnol à s'adresser collectivement à ses frères du monde entier, dans le seul but de faire ressortir la vérité, obscurcie par légèreté ou par malice et afin qu'ils nous aident à la répandre. »...

II. *Nature de cette lettre.*

« Ce document ne sera pas la démonstration d'une thèse, mais plutôt la simple exposition, à larges traits, des faits qui caractérisent notre guerre et lui donnent sa physionomie historique. La guerre de l'Espagne est le résultat de la lutte de deux idéologies inconciliables. »... « Quand il s'agit d'événements aussi historiques que ceux qui se sont produits dans cette guerre, ce qu'on désire — on nous l'a demandé cent fois de l'étranger — ce sont des faits pris sur le vif qui, par affirmation ou par opposition, donnent une note de vérité simple et juste. C'est pourquoi cet écrit présente un caractère affirmatif et catégorique, d'ordre empirique. »...

III. *Notre position devant la guerre.*

« Qu'on sache, avant tout, ceci... : l'épiscopat espagnol a donné, depuis 1931 jusqu'à présent, les exemples les plus élevés de prudence apostolique et civique. Se conformant à la tradition de l'Eglise et suivant les règles dictées par le Saint-Siège, il se rangea résolument du côté des pouvoirs constitués, avec lesquels il s'efforça de collaborer pour le bien commun. Et malgré les offenses répétées faites aux personnes, aux choses et aux droits de l'Eglise, il persista dans son ferme propos de ne pas troubler le régime de concorde établi auparavant.»... « Lorsque la guerre éclata, nous l'avons déplorée plus que personne, parce qu'elle est toujours un mal des plus graves, bien rarement compensé par un bien problématique, et parce que notre mission est toute *de réconciliation et de paix : Et in terra pax.* »... « L'Eglise n'a pas voulu cette guerre, et elle ne l'a pas du tout cherchée et nous ne croyons pas nécessaire de défendre l'Eglise d'Espagne des accusations de belligérance portées contre elle par certains journaux étrangers. Il est exact que des milliers de ses fils, obéissant aux injonctions de leur conscience et de leur patriotisme et sous leur responsabilité personnelle, aient pris les armes pour sauver les principes de religion et de justice chrétienne qui avaient, séculairement, formé la nation ; mais ceux qui l'accusent d'avoir provoqué cette guerre ou d'avoir conspiré en sa faveur, ou même seulement de n'avoir pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'éviter, ceux-là méconnaissent ou falsifient la vérité. »... « Si, aujourd'hui, nous rendons collectivement notre verdict sur la question si complexe de la guerre en Espagne, c'est pour deux raisons. D'abord, parce que, même si la guerre n'avait eu qu'un caractère politique ou social, sa répercussion dans l'ordre religieux a été si grave et il est apparu si clairement, dès le début,

qu'une des deux factions belligérantes tendait à éliminer la religion catholique en Espagne, que nous autres, évêques catholiques, nous ne pouvions rester passifs sans abandonner les intérêts de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et sans mériter le terrible qualificatif de *canes muti*, dont le prophète flétrit ceux qui, ayant l'obligation de parler, se taisent devant l'injustice. Ensuite parce que l'attitude devant la guerre de l'Eglise espagnole, c'est-à-dire de l'épiscopat espagnol, a été tortueusement interprétée à l'étranger. »... Et après avoir rappelé des attaques récentes, accusant l'épiscopat espagnol soit d'aveuglement à cause d'attaches monarchiques soit de témérité en exposant aux hasards d'un régime tyrannique l'indépendance de l'Eglise, la lettre réplique : « Eh bien ! non ; cette indépendance nous la réclamons, avant tout, pour l'exercice de notre ministère ; c'est d'elle que découlent toutes les libertés que nous revendiquons pour l'Eglise. C'est en vertu de cette indépendance que nous ne nous sommes attachés à personne — individus, pouvoirs ou institutions, — quelque gratitude que nous gardions à ceux qui nous ont protégés contre l'ennemi qui voulait nous perdre ; et nous sommes prêts à collaborer, comme évêques et comme Espagnols, avec ceux qui s'efforcent de restaurer en Espagne un régime de paix et de justice. Aucun pouvoir politique ne pourra prétendre que nous nous soyons, à aucun moment, départis de cette ligne de conduite. »

IV. *Les cinq années qui ont précédé la guerre.*

« ...Cette guerre a été occasionnée par l'imprudence et les erreurs, sinon par la malice ou la lâcheté, de ceux qui auraient pu l'éviter en gouvernant la nation selon la justice. »... « Les législateurs de 1931 et ensuite le pouvoir exécutif de l'Etat avec ses pratiques de gouvernement dévoyèrent brusquement notre histoire dans un sens tout à fait contraire à la nature et aux besoins de l'esprit national, en particulier par rapport au sentiment religieux prévalant dans le pays. La Constitution et les lois laïques qui interprétèrent son esprit constituaient une attaque violente et continue contre la conscience nationale. »...

« En même temps, l'autorité abandonnait ses pouvoirs à la populace, dans de nombreuses et graves occasions » et la lettre rappelle « l'incendie des temples à Madrid et dans les provinces en mai 1931, les révoltes du mois d'octobre 1934, spécialement en Catalogne et en Asturies, où l'anarchie régna pendant deux semaines ; la période turbulente qui va de février à juillet 1936, pendant laquelle furent détruites ou profanées 411 églises et furent commis environ 3.000 graves attentats d'ordre politique et social »...

« Notre régime politique de liberté démocratique fut ébranlé par les procédés arbitraires de l'autorité de l'Etat et par la coaction gouvernementale qui fausse la volonté populaire, en montant une machine politique contre la majorité de la nation, de sorte que, aux élections parlementaires du mois de février 1936 et avec plus d'un demi-

million de voix de majorité sur les gauches, les droites obtinrent 118 députés de moins que le Front populaire ; et cela parce qu'on avait annulé arbitrairement les votes de provinces entières. Ainsi fut viciée, dès son origine, la légitimité du parlement. »...

La lettre expose ensuite le rôle de la Russie dans la guerre d'Espagne : la décision du Komintern russe, le 27 février 1936, de provoquer et de financer la révolution espagnole, la manifestation belliqueuse de centaines de jeunes gens à Madrid le 1er mai suivant, la réunion à Valence le 16 mai de représentants de l'U.R.S.S. avec des délégués de la IIIe internationale, et en conséquence la préparation militaire et l'instruction de milices révolutionnaires de Madrid jusqu'aux villages les plus éloignés, « tant et si bien que, au moment où éclata la guerre, elles comptaient 150.000 soldats d'assaut et 100.000 de soutien ».

De ces faits les évêques jugent pouvoir conclure à la légitimité de l'insurrection du Général Franco et des nationalistes contre le pouvoir établi : « Voilà les faits. Confrontez-les avec la doctrine de saint Thomas sur la légitime défense par la force et soyez juges. Personne ne peut nier qu'au moment où le conflit éclata l'existence même du bien commun — la religion, la justice, la paix — était gravement compromise ; et que l'ensemble des autorités sociales, et des hommes prudents qui constituent le peuple dans son organisation naturelle et dans ses éléments les meilleurs, reconnaissaient le péril public. Quant à la troisième condition que requiert le Docteur angélique, c'est-à-dire la conviction des hommes prudents sur la probabilité du triomphe, nous laisserons l'histoire en juger ; les faits, jusqu'à présent, ne la contredisent pas. »

La lettre réfute ensuite l'objection disant que, « si Franco ne s'était pas révolté, les centaines ou les milliers de prêtres qui ont été assassinés auraient conservé leur vie et continué à faire oeuvre de Dieu dans les âmes » ; elle le fait par l'argument de « la révolution marxiste qui se préparait » et avait en vue « l'extermination du clergé catholique ».

La conclusion est que « l'Espagne n'avait que cette alternative » : ou recourir « à la force pour maintenir l'ordre et la paix » ou « périr sous l'assaut définitif du communisme destructeur ».

### V. *Le soulèvement militaire et la révolution communiste.*

« Le 18 juillet de l'année passée, eut lieu le soulèvement militaire et éclata la guerre qui dure encore ». Mais ce soulèvement ne fut pas exclusivement militaire ; « dès le début s'y adjoignit la collaboration d'un peuple sain » ; il convient donc « de l'appeler civico-militaire ». De plus « le mouvement ne se produisit pas sans que ceux qui en avaient pris l'initiative eussent préalablement intimé aux pouvoirs publics de s'opposer par les moyens légaux à la révolution marxiste imminente. La tentative fut inefficace et le conflit éclata. »

**A ces caractères de l'armée nationaliste, les évêques opposent ceux**

du « camp gouvernemental » : ils mettent en relief le rôle des « forces anarchistes qui s'étaient unies » aux « éléments fidèles au gouvernement », celui de la Russie qui « a marché à fond pour l'instauration du régime communiste par le renversement de l'ordre social établi », et enfin le caractère « anti-divin » sans-Dieu, de « la révolution communiste, alliée des armées du gouvernement ».

« C'est pour cela qu'il s'est produit dans l'âme nationale, une réaction d'ordre religieux, correspondant à l'action nihiliste et destructive des « sans-Dieu ». Et l'Espagne est restée partagée en deux grandes factions militaires. Chacune d'elles fut comme l'aimant de chacune des deux tendances, profondément populaires... » Les évêques voient dans la guerre actuelle le conflit de deux tendances : « la tendance spirituelle », « la tendance matérialiste, disons marxiste ». Ils pensent que « les complications ultérieures de la guerre n'ont modifié qu'accidentellement son caractère » et que si d'une part « l'internationalisme communiste est accouru sur le territoire espagnol, au secours de l'armée et du peuple marxiste », et si d'autre part « des armes et des hommes d'autres pays étrangers sont venus aider l'Espagne traditionnelle », cependant « les noyaux nationaux restent pareils, quoique la lutte, pourtant profondément populaire, soit arrivée à revêtir un caractère international »...

La conclusion est que « le soulèvement civico-militaire fut, à l'origine, un mouvement national de défense des principes fondamentaux de toute société civilisée ; dans son développement, il l'a été contre l'anarchie en coalition avec les forces d'un gouvernement qui n'a ni su ni voulu soutenir ces principes-là »...

De là les évêques déduisent quatre conclusions ultérieures : que l'Eglise « ne pouvait pas rester indifférente à la lutte » ; que « néanmoins, elle ne s'est pas rendue solidaire des actes, des tendances ou des intentions qui, dans le présent comme l'avenir, pourraient défigurer la noble physionomie du mouvement national dans son origine, ses manifestations et ses fins » ; que « le soulèvement civico-militaire plonge au fond de la conscience populaire une double racine : celle du patriotisme... ; et celle du sentiment religieux »... et enfin que, « pour le moment, il n'y a pour l'Espagne aucun autre espoir de reconquérir la justice et la paix, et les biens qui en découlent, que le triomphe du mouvement national ».

VI. *Caractères de la révolution communiste.*

« A juger d'une façon générale les excès de la révolution communiste espagnole, on peut affirmer que, dans l'histoire des peuples occidentaux, on ne trouve aucun phénomène semblable de folie collective, aucune accumulation semblable (et en si peu de semaines) d'attentats contre les droits fondamentaux de Dieu, de la société et de la personne humaine. »

« L'hécatombe de personnes et de choses réalisée par la révolution communiste fut préméditée », préméditation dont les indices sont **exposés et développés dans la lettre.**

Quant à l'étendue des destructions et des victimes, la lettre déclare : « Quoiqu'il soit prématuré de citer des chiffres, nous pouvons compter près de 20.000 églises et chapelles détruites ou entièrement pillées. Le nombre des prêtres assassinés (en moyenne 40 pour 100 des diocèses dévastés ; dans quelques-uns cela va jusqu'à 80 pour 100) s'élève, pour le seul clergé séculier, à environ 6.000 ». « Le massacre revêtit des formes d'une barbarie horrible. En ce qui concerne le nombre : on évalue à plus de 300.000 celui des laïques qui ont péri assassinés, uniquement pour leurs idées politiques et en particulier religieuses : à Madrid, et pendant les trois premiers mois, on en exécuta plus de 22.000. »...

Les évêques énumèrent ensuite les supplices barbares employés, les profanations de tombes, les destructions d'oeuvres d'art, les meurtres de prisonniers, les représailles sur les otages...

D'où le jugement final sur la révolution communiste : « Cette révolution fut essentiellement anti-espagnole... Mais surtout, cette révolution fut anti-chrétienne. Nous ne croyons pas que, dans l'histoire du christianisme et dans un laps de si peu de semaines, se soit produite contre Jésus-Christ et sa sainte religion une telle explosion de haine revêtant toutes les formes de pensée, de volonté et de passion. » Les évêques en donnent des exemples : « centaines de crucifix poignardés », « images de la Vierge bestialement souillées », « profanation épouvantable des reliques sacrées »...

« Pour l'excuse de tant de victimes, envoûtées par une « doctrine de démons », rappelons qu'au moment de mourir, condamnés par la loi, nos communistes se sont, dans leur immense majorité, réconciliés avec le Dieu de leurs pères. A Majorque, il n'en est mort dans l'impénitence que 2 pour 100 ; dans les régions du Sud, pas plus de 20 pour 100, et dans celles du Nord peut-être pas 10 pour 100. C'est une preuve de la tromperie dont a été victime notre peuple. »

VII. *Le mouvement national : ses caractères.*

Il est « national », « d'abord par son esprit »... « Il est aussi national par son but, puisqu'il tend à sauver et à conserver dans l'avenir l'essentiel d'un peuple organisé dans le cadre d'un Etat qui sache continuer dignement son histoire. Nous exprimons ici une réalité, le désir général des citoyens espagnols ; nous ne parlons pas des procédés pour le réaliser. »... « Ce mouvement a renforcé le sentiment de patrie contre les forces étrangères qui lui sont contraires. »... « Ce mouvement a garanti l'ordre dans le territoire dont il est le maître. »...

« Une telle situation permet d'escompter un régime de justice et de paix dans l'avenir. Nous ne voulons risquer aucun présage. Nos maux sont des plus graves. »... « Mais nous avons l'espoir que, après l'énorme sacrifice qui s'est imposé de toute sa force, nous retrouverons notre véritable esprit national. »

VIII. *Réponse à quelques remarques.*

La lettre répond ensuite à diverses objections. Il n'est pas vrai que l'Eglise se soit défendue contre un mouvement populaire en se fortifiant dans ses temples, occasionnant ainsi leur ruine et le massacre des prêtres. — Il n'est pas vrai que l'Eglise en Espagne soit propriétaire d'un tiers du territoire national et que le peuple se soit soulevé pour se libérer de son oppression. « Tout ce que l'Eglise possède en Espagne ne suffirait pas au quart de ses besoins, et il lui sert à remplir ses obligations les plus sacrées ». — « On a dit que cette guerre est une guerre de classes et que l'Eglise s'est rangée du côté des riches. » Les évêques répondent qu'en Espagne « les classes travailleuses étaient fort bien protégées par la loi et la nation était entrée dans le bon chemin d'une meilleure distribution de la richesse », et que « le peuple a été trompé par des promesses irréalisables, incompatibles non seulement avec la vie économique du pays, mais encore avec n'importe quel genre de vie économique organisée ». — Il n'est pas vrai que le dilemme posé en Espagne soit celui de la lutte universelle entre la démocratie et l'étatisme ; le dilemme posé est celui-ci : « L'Eglise, au lieu de périr totalement par le communisme, comme c'est le cas dans les régions où celui-ci domine, se sent protégée par un pouvoir qui, jusqu'à présent, a garanti les principes fondamentaux de toute société et dont elle veut ignorer les tendances politiques ».

D'un vif intérêt est la position prise par les évêques en regard du caractère autoritaire ou dictatorial que pourrait prendre « l'Etat espagnol futur » et du « moule étranger » qui pourrait lui être imposé : « Quant à l'avenir, nous ne pouvons préjuger de ce qui se passera après la guerre. Oui, nous affirmons qu'elle n'a pas été entreprise pour édifier un Etat autocrate sur les ruines d'une nation humiliée, mais bien pour faire revivre l'esprit national avec la vigueur et la liberté chrétiennes des anciens temps. Nous nous fions à la prudence des hommes de gouvernement, qui ne voudraient pas accepter de moule étranger pour l'Etat espagnol futur ; au contraire, ils n'oublieront pas les exigences profondes de la vie nationale ni la ligne suivie par les siècles passés. Toute société bien ordonnée est basée sur de solides principes et c'est d'eux qu'elle vit et non pas d'apports étrangers, en contradiction avec l'esprit du pays. La vie est plus forte que les programmes et un homme d'Etat prudent n'en imposera pas un qui violente les forces intimes de la nation. Nous serions les premiers à déplorer que l'autocratie irresponsable d'un parlement fut remplacée par celle, autrement redoutable, d'une dictature n'ayant pas ses racines dans la nation. Nous gardons le légitime espoir qu'il n'en sera pas ainsi. Ce qui a sauvé l'Espagne dans le moment actuel, qui est si grave, c'est justement la continuité des principes séculaires qui ont formé sa vie nationale et le fait qu'une grande partie du pays s'est soulevée pour les défendre. Ce serait une erreur d'interrompre ce grand passé de la nation, mais il ne faut pas croire qu'on risque de tomber dans cette erreur. »

Sur les crimes et cruautés dans les méthodes de guerre imputés aux dirigeants du mouvement national, les évêques déclarent : « Chaque guerre a ses excès ; le mouvement national aura eu les siens ; personne ne peut se défendre en toute sérénité des attaques enragées d'un ennemi sans entrailles. Tout en réprouvant, au nom de la justice et de la charité chrétiennes, les excès commis par erreur ou du fait de subalternes (et méthodiquement grossis par les informations étrangères), nous disons que le jugement ici par nous rectifié ne correspond pas à la vérité et nous affirmons qu'il y a un écart énorme, infranchissable, entre les deux partis, en ce qui concerne les principes de la justice et la façon de l'administer (1). »

Sur le nationalisme basque, les évêques expriment leur « admiration pour les vertus civiques et religieuses de leurs frères basques », leur « charité pour le grand malheur qui les afflige », leur « peine pour l'aveuglement qui s'est emparé de leurs dirigeants dans un moment si grave de leur histoire », mais leur « réprobation pour avoir fait la sourde oreille à la voix de l'Eglise ».

Enfin, dernière réfutation : il n'est pas vrai qu'en Espagne le peuple se soit séparé du prêtre parce que « celui-ci est recruté dans les classes supérieures, et qu'il ne fasse pas baptiser ses enfants à cause des droits élevés perçus pour l'administration du sacrement ». La réponse est dans le grand nombre de séminaristes pauvres ou presque pauvres en 1935 (7280 sur 7401) et dans le fait qu'en Espagne il n'y a pas 1 pour 10.000 d'enfants non baptisés de catholiques.

IX. *Conclusion.*

Elle est un appel à la *compassion* pour « la grande catastrophe nationale de l'Espagne », à « la *charité de vos prières* et de celles de vos fidèles », une demande d'aide pour la diffusion de « la vérité sur les choses d'Espagne ». « Aidez-nous, en divulguant le contenu de ces lettres, en veillant à la presse et à la propagande catholiques, en rectifiant les erreurs de l'autre presse indifférente ou hostile. L'ennemi a semé copieusement la zizanie ; aidez-nous à semer abondamment la bonne graine. » La lettre se termine par une déclaration de pardon, offert « à tous ceux qui, sans savoir ce qu'ils faisaient, ont infligé de si graves dommages à l'Eglise et à la patrie. Ce sont nos fils. Nous invoquons devant Dieu et en leur faveur les mérites de nos martyrs ; des dix évêques et des milliers de prêtres et de catholiques qui sont morts en leur pardonnant, ainsi que la douleur, profonde comme la mer, que souffre notre Espagne. Priez pour que, dans notre pays, s'éteignent les haines, se rapprochent les âmes et que nous redevenions tous un dans le lien de la charité. »

« Nous vous écrivons ceci d'Espagne, en rappelant le souvenir de nos frères défunts et absents de la patrie, le 1er juillet 1937, jour de la fête du Précieux Sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

---

(1) Ce témoignage des évêques apporte d'heureuses restrictions aux affirmations reproduites dans notre numéro précédent, p. 717 note 3.